

Séance du conseil municipal du VENDREDI 17 FEVRIER 2012

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille douze, le dix-sept février, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET-TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Alain PARAILLOUS, Alain REGINATO ;

Étaient absents : MM. Martine RACHDI, Hélène DE MUNCK, Alexandrine BARBEDETTE, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI ;

Pouvoirs de vote :

Mme RACHDI à M. SEGUY
Mme DRISSI à M. SAUVAUD
M. LAHSAINI à Mme BEYRET-TRESEGUET
Mme CAMILLERI à M. REGINATO

Madame Fabienne DEMACEDO a été élue Secrétaire de séance.

L'Assemblée approuve les procès verbaux des séances du 18 novembre et du 16 décembre 2011 dont une copie avait été adressée à chacun des membres.

L'Assemblée accepte que soit inscrite en affaire de dernière minute le point suivant :
– motion contre la suppression du RASED à l'école élémentaire Marcel-Pagnol.

ENFANCE

1. Convention de prestation de service avec l'association VME pour l'animation du Point Animation Jeunesse – année 2012

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Par délibérations en date du 4 et 29 mars 2011, le conseil municipal a décidé de mettre en place sur le territoire une véritable politique en direction des adolescents, à partir de la création d'un espace réservé, dénommé « Point accueil jeunes » situé au cœur de la ville sur la place du XIV juillet. Les adolescents, encadrés par un animateur, s'approprient ce lieu, des activités et sorties sont organisées, dans lesquelles les jeunes sont associés.

Ce projet complète les actions menées par la Communauté de communes du Confluent dans ce domaine.

En 2011, c'est une somme de 15.014 € qui est restée à la charge de la commune d'Aiguillon, pour un budget prévisionnel de 27 696 €.

Considérant la nécessité de garantir un accueil et une gestion professionnelle pour l'animation du Point d'Animation Jeunesse d'Aiguillon (accueil de 12 à 18 ans), le conseil municipal est appelé à adopter une convention de prestation de service avec l'association VME (Port-Ste-Marie) pour l'année 2012.

La rémunération demandée par le prestataire à la collectivité pour l'année 2012 s'élève à : 15 713 € (quinze mille sept cent treize euros). Les tarifs proposés pour les activités sont les suivants :

- accueil, utilisation du matériel mis à disposition et activités sur le site : gratuit
- activités extérieures : 5 € / 10 € .

Les missions correspondantes sont les suivantes :

- l'élaboration du projet pédagogique ;
- l'accueil téléphonique : renseignement concernant le fonctionnement du PAJ, les inscriptions ou les activités ;
- le suivi et la gestion administratifs : établissement du dossier d'inscription annuel, tenue de l'état des présences journalier, tenue des registres d'inscription aux activités ;
- l'accueil physique et l'encadrement aux horaires prévus ;
- la communication de ces activités ;

- l'encaissement des recettes et la tenue d'un registre des actes réalisés.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

*23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE le modèle de convention de prestation de service avec l'association VME pour l'animation du PAJ pour l'année 2012 (joint en annexe),

AUTORISE le maire à signer ladite convention,

DIT que la rémunération de l'association VME pour ces prestations s'élève à 15.713€;

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2012.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 06.03.2012

2 - Détermination montant participation 2011-2012 des communes de résidence aux frais de scolarité

Les écoles publiques d'Aiguillon, tant les deux écoles maternelles que l'école élémentaire, accueillent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune.

La commune d'Aiguillon est en droit de demander une participation aux communes de résidence de ces enfants pour les frais de scolarité correspondants. Les communes de résidence sont tenues de régler cette participation dans les cas de droit commun, c'est-à-dire si elles ne disposent pas d'école élémentaire, ou pas de structures d'accueil suffisantes ou adaptées permettant la scolarisation de tous les enfants.

La répartition des charges de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence de l'enfant. A défaut d'accord entre les communes intéressées, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil. Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

Ainsi, Aiguillon accueille :

- 17 enfants non-aiguillonnais en écoles maternelles (dont 9 ne sont pas recouvrables car provenant de communes dotées d'une école),
- et 46 en élémentaire (dont 32 ne sont pas recouvrables car provenant de communes dotées d'une école).
- En ce qui concerne la Classe d'intégration Scolaire (CLIS) de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, elle accueille 12 enfants, dont 9 résidant hors d'Aiguillon. Ceci correspond au régime de droit commun (participation obligatoire des communes de résidence).

Enfin, la commune d'Aiguillon assure également dans les écoles des prestations de restauration scolaire et d'accueil périscolaire, pour certains de ces enfants. Monsieur le maire rappelle que la différence importante entre le coût de revient de ces services et les tarifs demandés aux familles est actuellement financée par les contribuables aiguillonnais, les communes de résidence ne souhaitant pas participer.

Monsieur le maire propose au conseil que ces participations soient fixées de la façon suivante :

Écoles maternelles	scolarité	ménage	total
Total frais de fonctionnement 2011/ 12	193 210 €	29 594 €	222 804 €
Nb élèves total	153	429	
Coût moyen/ élèves/ an	1 263 €	69 €	1 322 €

École élémentaire C.L.I.S.	scolarité	ménage	total
Total frais de fonctionnement 2011/ 12	94 604 €	79 784 €	174 388 €
Nb élèves total	276	429	
Coût moyen/ élèves/ an	343 €	186 €	529 €

Restauration scolaire Accueil périscolaire	cantine	garderie	total
Total frais de fonctionnement 2011/ 12	265 037 €	131 829 €	396 866 €
Nb élèves total	429	429	
Coût moyen / élève/ an	618 €	307 €	925 €

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

FIXE les participations aux frais de scolarité dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2011/ 2012, selon le détail suivant :

écoles maternelles :	1.332 €/ enfant/ an ;
école élémentaire/ CLIS :	529 €/ enfant/ an.

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2012,

MANDATE monsieur le maire pour solliciter les participations correspondantes aux communes concernées ;
FIXE les participations aux frais de scolarité dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2011/ 2012, selon le détail suivant :

écoles maternelles :	1.332 €/ enfant/ an ;
école élémentaire/ CLIS :	529 €/ enfant/ an.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 06.03.2012

URBANISME

3 - Bilan des cessions-acquisitions en 2011

Monsieur le maire expose que l'article 11 de la loi du 8 février 1995 prévoit que les collectivités territoriales doivent délibérer tous les ans sur le bilan de leurs acquisitions et cessions immobilières. Ce bilan est annexé au compte administratif de la collectivité.

Il indique que pour les communes, ce bilan porte sur les acquisitions et cessions effectuées par la collectivité elle-même ou par toute personne publique ou privée agissant sur le territoire de la collectivité dans le cadre d'une convention conclue avec elle.

Il donne le détail des cessions et acquisitions immobilières pour l'année 2011 rappelées dans l'état annexé à la présente délibération.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE la politique suivie par la commune en 2011 conformément à l'état des acquisitions et des cessions au titre de 2011 joint en annexe.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 06.03.2012

PERSONNEL

4.1. - Création de deux emplois d'Agent territoriaux Spécialisés des Écoles Maternelles (ATSEM) à temps complet - Suppression d'un emploi d'Agent social de 2e classe à TC et d'un emploi d'Agent d'animation de 2e classe (24H00 hebdo)

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade au titre de la promotion interne.

En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

Considérant le précédent tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 27 septembre 2011,
Considérant la nécessité de créer deux emplois d'Agent territorial Spécialisé des Écoles Maternelles, à temps complet, à compter du 1er février 2012, afin de se mettre en conformité avec la réglementation, reconnaissance de la qualification des personnel et comme suite à la réussite audit concours de deux agents communaux.

le maire propose à l'assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

- création de deux emplois deux emplois d'Agent territorial Spécialisé des Écoles Maternelles, à temps complet ,
- suppression d'un emploi d'Agent social de 2e classe à temps complet et d'un emploi d'Agent d'animation de 2e classe (24H00 hebdo).

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

Sous réserve de l'avis du Comité technique paritaire sur la suppression des emplois,

ADOpte les modifications du tableau des emplois tel que joint en annexe, intégrant les modifications suivantes :

- création de deux emplois deux emplois d'Agent territorial Spécialisé des Écoles Maternelles, à temps complet (à compter du 1er février 2012),
- suppression d'un emploi d'Agent social de 2e classe à temps complet et d'un emploi d'Agent d'animation de 2e classe (24H00 hebdo) (à compter du 1er septembre 2012) ;

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces grades seront inscrits au budget primitif 2012 de la commune ;

CHARGE monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création et le pourvoiement de ces emplois

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 06.03.2012

4.2. - Création de deux emplois d'Adjointes techniques de 2e classe à temps complet suite à l'expiration de deux CUI-CAE

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaires au fonctionnement des services et modifier le tableau des emplois suite à l'expiration de deux contrats CUI-CAE.

En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

VU la délibération du conseil municipal en date du 04 septembre 2009 relative à la création de poste dans le cadre d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi à temps complet, et l'arrivée à expiration des contrats signés en conséquence,

VU la délibération du conseil municipal en date du 29 mars 2011 relative à la création d'un poste dans le cadre d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi à temps complet, et l'arrivée à expiration des contrats signés en conséquence,

CONSIDÉRANT la nécessité de créer deux emplois d'Adjoint techniques de 2e classe à temps complet, à compter du 1er février 2012,

CONSIDÉRANT le précédent tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 27 septembre 2011,

Le maire propose à l'assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

- création de deux emplois d'Adjoint techniques de 2e classe à temps complet.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

23 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

Sous réserve de l'avis du Comité Technique Paritaire sur la suppression des emplois,

ADOpte les modifications du tableau des emplois tel que joint en annexe, à compter du 1er février 2012, intégrant les modifications suivantes :

- création d'un emploi d'Adjoint technique de 2e classe à temps complet, rattaché au « Service technique » pour exercer les missions 50% peinture – 50% espaces verts ;
- création d'un emploi d'Adjoint technique de 2e classe à temps complet, rattaché au « Service technique – Salubrité- Mécanique » pour exercer notamment des missions polyvalentes en mécanique, et métallerie.

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces grades seront inscrits au budget primitif 2012 de la commune ;

CHARGE monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création et le pourvoiement de ces emplois.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 21.02.2012

**4.3. - Création d'un emploi d'Adjoint du patrimoine de 1e classe (cat. C) à temps complet -
Suppression d'un emploi d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques (cat. B)**

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaires au fonctionnement des services et modifier le tableau des emplois.

En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

VU la délibération du conseil municipal en date du 19 octobre 2007 relative à la création d'un emploi d'Assistant Qualifié de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques,

VU le décret n° 2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emploi des Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques,

CONSIDERANT la nécessité de créer un emploi d'Adjoint du patrimoine de 1e classe à temps complet, à compter du 1er février 2012, suite à la mutation d'un agent de la médiathèque,
CONSIDÉRANT le précédent tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 27 septembre 2011, le maire propose à l'assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

- création d'un emploi d'Adjoint du patrimoine de 1e classe à temps complet, à compter du 1er février 2012, suite à la mutation d'un agent de la médiathèque,
- suppression d'un emploi d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

Sous réserve de l'avis du Comité Technique Paritaire sur la suppression de l'emploi,

ADOpte les modifications du tableau des emplois tel que joint en annexe, à compter du 1er février 2012, intégrant les modifications suivantes :

- création d'un emploi d'Adjoint du patrimoine de 1e classe à temps complet, à compter du 1er février 2012, suite à la mutation d'un agent de la médiathèque,
- suppression d'un emploi d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans ce grade seront inscrits au budget primitif 2012 de la commune ;

CHARGE monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création et le pourvoiement de cet emploi.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 06.03.2012

Finances – Comptabilité

5 – Approbation du Compte Administratif – Année 2011 — Budget principal Commune

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

18 voix pour,
0 voix contre,
3 abstentions,

VOTE le Compte Administratif de l'exercice 2011 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	1 841 308,50
	Réalisé :	1 381 257,76
	Reste à réaliser :	51 680,00
Recettes	Prévu :	1 841 308,50
	Réalisé :	1 226 742,26
	Reste à réaliser :	37 401,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	4 529 949,00
	Réalisé :	4 200 022,61
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	4 529 949,00
	Réalisé :	4 700 966,55
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-154 515,50
Fonctionnement :	500 943,94
Résultat global :	346 428,44

Publié le 21/02/12

Visa Préfecture le 06/03/12

6. -Approbation du Compte Administratif – Année 2011 – Budget annexe SERVICE EAU POTABLE

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VOTE le Compte Administratif de l'exercice 2011 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	169 118,00
	Réalisé :	37 851,21
	Reste à réaliser :	2 000,00
Recettes	Prévu :	169 118,00
	Réalisé :	134 360,01
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	45 775,00
	Réalisé :	31 616,02
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	45 775,00
	Réalisé :	48 578,29
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	96 508,80
Fonctionnement :	16 962,27
Résultat global :	113 471,07

Publié le 21/02/12

Visa Préfecture le 06/03/12

7. -Approbation du Compte Administratif – Année 2011 – Budget annexe ASSAINISSEMENT

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VOTE le Compte Administratif de l'exercice 2011 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	382 922,00
	Réalisé :	202 502,39
	Reste à réaliser :	13 710,00

Recettes	Prévu :	382 922,00
	Réalisé :	355 565,30
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	109 862,00
	Réalisé :	78 343,99
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	109 862,00
	Réalisé :	116 861,58
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	153 062,91
Fonctionnement :	38 517,59
Résultat global :	191 580,50

Publié le 21/02/12

Visa Préfecture le 06/03/12

8. -Approbation du Compte Administratif – Année 2011 – Budget annexe CRECHE

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VOTE le Compte Administratif de l'exercice 2011 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	0,00
	Réalisé :	0,00
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	0,00
	Réalisé :	0,00
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	382 609,00
	Réalisé :	347 292,71
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	382 609,00
	Réalisé :	412 259,54
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	0,00
Fonctionnement :	64 966,83
Résultat global :	64 966,83

Publié le 21/02/12

Visa Préfecture le 06/03/12

9 -Approbation du Compte de Gestion – Année 2011 - Budget Principal -Commune

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2011, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses

effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2011,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2011 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget principal de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2011 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 21.02.12
Visa Préfecture le 28.02.2012

10 -Approbation du Compte de Gestion – Année 2011 - Budget annexe EAU POTABLE

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2011, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2011,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2011 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

23 voix pour,

0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe ADDUCTION D'EAU POTABLE de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2011 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28.02.2012

11 -Approbation du Compte de Gestion – Année 2011 - Budget annexe ASSAINISSEMENT

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2011, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2011,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2011 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe ASSAINISSEMENT de la commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2011 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28.02.2012

12 -Approbation du Compte de Gestion – Année 2011 - Budget annexe CRECHE HALTE GARDERIE

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2011, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2011,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2011 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe CRECHE (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2011 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28.02.2012

13 - Affectation des résultats année 2011 - Budget Principal COMMUNE

Le conseil municipal réuni sous la présidence de monsieur le maire, après avoir approuvé le compte administratif du budget principal de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2011,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2011,

CONSTATANT que le compte administratif 2011 fait apparaître :

- | | |
|--|---------------------|
| - un excédent de fonctionnement de : | 456 278,43 € |
| - excédent reporté de : | 44 665,51€ |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : | 500 943,94 € |
|
 | |
| - un déficit d'investissement de : | 154 515,50 € |
| - un déficit des restes à réaliser de : | 14 279,00 € |
| Soit un besoin de financement de : | 168 794,50€ |

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget principal de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2011 comme suit :

- | | |
|--|---------------------|
| - Résultat d'exploitation au 31.12.2011 : EXCÉDENT | 500 943,94 € |
| - Affectation complémentaire en réserve (1068) | 475 943,94 € |
| - Résultat reporté en fonctionnement (002) | 25 000,00 € |
|
 | |
| Résultat d'investissement reporté (001) : DÉFICIT | 154 515,50 € |

14 - Affectation des résultats année 2011 - Budget annexe ADDUCTION EAU POTABLE

Le conseil municipal réuni sous la présidence de monsieur le maire, après avoir approuvé le compte administratif du budget Annexe : Adduction d' eau potable de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2011,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2011,

CONSTATANT que le compte administratif 2011 fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	16 962,27 €
- déficit reporté de :	0,00 €
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	16 962,27 €
- un excédent d'investissement de :	96 508,80 €
- un déficit des restes à réaliser de :	2 000,00 €
Soit un excédent de financement de :	94 508,80 €

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget annexe Adduction d'eau potable de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2011 comme suit :

- Résultat d'exploitation au 31.12.2011 : EXCÉDENT	16 962,27 €
- Affectation complémentaire en réserve (1068)	16 962,27 €
- Résultat reporté en fonctionnement (002)	0,00 €
Résultat d'investissement reporté (001) : EXCÉDENT	96 508,80 €

15 - Affectation des résultats année 2011 - Budget annexe ASSAINISSEMENT

Le conseil municipal,

APRES avoir approuvé le compte administratif du budget Annexe : Assainissement de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2011,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2011,

CONSTATANT que le compte administratif 2011 fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	38 517,59 €
- un déficit reporté de :	0,00 €
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	38 517,59 €
- un excédent d'investissement de :	153 062,91 €

- un déficit des restes à réaliser de : **13 710,00 €**
- Soit un excédent de financement de : **139 352,91€**

**Le conseil municipal,
Après délibération,**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget annexe assainissement de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2011 comme suit :

- Résultat d'exploitation au 31.12.2011 : EXCÉDENT **38 517,59 €**
- Affectation complémentaire en réserve (1068) **38 517,59 €**
- Résultat reporté en fonctionnement (002) **0,00 €**

Résultat d'investissement reporté (001) : EXCÉDENT **153 062,91 €**

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 06.03.2012

16 - Affectation des résultats année 2011 - Budget annexe CRECHE Halte garderie

Le conseil municipal réuni sous la présidence de monsieur le maire,

APRES avoir approuvé le compte administratif du budget Annexe : Crèche (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon, pour l'exercice 2011,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2011,

CONSTATANT que le compte administratif 2011 fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : **17 513,43 €**
- excédent reporté de : **47453,40 €**
- Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : **64 966,83 €**

- un déficit d'investissement de : **0 €**
- un déficit des restes à réaliser de : **0 €**
- Soit un besoin de financement de : **0 €**

**Le conseil municipal,
Après délibération,**

25 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation du budget annexe Crèche (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2011 comme suit :

- Résultat d'exploitation au 31.12.2011 : EXCÉDENT **64 966,83 €**
- Affectation complémentaire en réserve (1068) **0,00 €**
- Résultat reporté en fonctionnement (002) **64 966,83 €**

Résultat d'investissement reporté (001) : **0,00 €**

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28.02.2012

17. Débat sur les orientations budgétaires - Année 2012

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales concernant les communes de 3.500 habitants ou plus, monsieur le maire propose à l'assemblée de tenir le débat sur les orientations budgétaires en préalable au vote des budgets primitifs 2012 de la Commune et des services annexes de l'eau, de l'assainissement et de la crèche.

Monsieur le maire présente à cet effet :

- la situation financière de la Commune et des services annexes de l'eau, de l'assainissement et de la crèche de l'année 2011,
- l'état de la dette pour l'année 2011,
- les perspectives pour l'année 2012 et la prévision des investissements.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2312-1,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2012.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28/02/12

18. Ouverture de crédit « Ligne de Trésorerie » pour 2012 - Délégation au Maire

En vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, monsieur le maire demande au conseil municipal de lui donner délégation pour procéder à une ouverture de crédit « ligne de trésorerie » si elle s'avérait nécessaire pour l'année 2012.

Une ligne de trésorerie est un concours financier à court terme qui permet de mobiliser des fonds à tout moment et très rapidement pour pallier une insuffisance de disponibilités. Dans la limite d'un plafond fixé conventionnellement, l'emprunteur peut tirer des fonds lorsqu'il le souhaite, et en autant de fois qu'il le souhaite. Il les rembourse à son gré, et chaque remboursement reconstitue, à concurrence de son montant, le droit de tirage.

La ligne de trésorerie n'est pas un financement budgétaire. Seuls les frais financiers qu'elle génère sont inscrits au budget. Si elle n'est pas remboursée en fin d'année, il faut la consolider, sinon elle devient de l'emprunt et doit être budgétisée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DONNE délégation à monsieur le maire pour procéder à une ouverture de crédit « ligne de trésorerie » pour l'année 2012,

DONNE pouvoir à monsieur le maire pour signer toutes pièces nécessaires au bon déroulement de cette opération.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28/02/12

19. Décision Modificative Budget principal Commune - Versement anticipé subvention exceptionnelle pour le SCA rugby

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Le conseil municipal est appelé à approuver le versement anticipé d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 12.000 € au SCA Rugby à Aiguillon, car cette association a besoin d'une prise en charge partielle des difficultés rencontrées.

L'aide demandée serait répartie comme suit :

- 4.500 € d'aide
- 7.500 € d'aide remboursable : la subvention allouée au SCA Général sera déduite de 4.500 € sur 2012 et de 3.000€ sur 2013, dans le cadre d'une convention d'objectifs sur 2 ans.

La subvention du SCA général s'élèverait donc à :

- en 2012 : $(25.000 \text{ €} - 3.000 \text{ €} - 1.500 \text{ €}) + 12.000 \text{ €} = 32.500 \text{ €}$
- en 2013 : $25.000 \text{ €} - 3.000 \text{ €} = 22.000 \text{ €}$.

Monsieur le maire certifie que la subvention exceptionnelle allouée au SCA Rugby sera inscrite au BP 2012. Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

23 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

APPROUVE le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 12.000 € (douze mille euros) au SCA général pour le SCA rugby à Aiguillon pour la prise en charge partielle des difficultés rencontrées. Cette subvention est répartie de la façon suivante :

- 4.500 € d'aide
- 7.500 € d'aide remboursable : la subvention allouée au SCA Général sera déduite de 4.500 € sur 2012 et de 3.000€ sur 2013,

MANDATE monsieur le maire pour effectuer les démarches nécessaires à ce versement.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28/02/12

20. Admission en non-valeur de produits irrécouvrables - 817,83 €

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Le receveur d'Aiguillon a délivré à la Commune un état de restes à recouvrer sur les années antérieures, destiné à apurer des titres de recettes anciens dont la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) n'a pu obtenir le recouvrement en raison de leur montant ou de poursuites infructueuses (PV de carence ou de perquisition).

Le conseil municipal est appelé à admettre ces créances irrécouvrables en non-valeur pour les exercices antérieurs, dont la liste est annexée en pièces jointes, pour un montant total de 817,83 € correspondant au détail suivant :

Exercice	nombre de pièces	total en €
2005	3	122,7
2006	4	180,02
2007	4	58,86
2009	6	90,68
2010	14	365,57
TOTAL	31	817,83

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

23 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

DÉCIDE d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables des années antérieures pur un montant total s'élevant à 817,83 €, selon le détail annexé à la présente.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28/02/12

Organismes extérieurs

21. SMICTOM LGB - Mise en place de borne de récupération pour le textile

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Dans le but de diminuer le volume de déchets à traiter, le SMICTOM LGB s'engage à développer de nouvelles filières de tri. A ce titre, il a établi un partenariat avec l'entreprise à but socio-économique « Le Relais » afin de mettre en place, sur le territoire syndical, la récupération des textiles par le biais de bornes. 7 bornes (une par déchèterie) ont été installées en janvier 2012 dans lesquelles les habitants peuvent déposer des vêtements et du linge de maison propres, de la petite maroquinerie et des paires de chaussure. Une fois collectés, les textiles seront triés pour être réemployés ou recyclés en chiffons ou en matières premières : coton, laine et synthétique. Ce service gratuit est pris en charge par "le Relais" qui assure notamment l'entretien et la collecte des conteneurs.

Le conseil municipal est appelé à autoriser la mise en place d'une borne de récupération pour le textile sur la commune d'Aiguillon, rue George Sand, à côté des ateliers municipaux.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

23 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

AUTORISE la mise en place par le SMICTOM LGB d'une borne de récupération pour le textile sur la commune d'Aiguillon, rue George-Sand, à côté des ateliers municipaux.

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28/02/12

Affaires diverses

22. Dématérialisation des actes administratifs (actes budgétaires) - Avenant à la convention avec la Préfecture du Lot-et-Garonne

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Par délibération en date du 26 avril 2011, le conseil municipal a autorisé la signature d'une convention avec la Préfecture de Lot-et-Garonne pour la dématérialisation des actes publics de la collectivité soumis au contrôle de légalité, par l'intermédiaire d'une plateforme gérée par le Centre Départemental de Gestion de la FPT (CDG) 47. Elle concernait les documents suivants :

- délibérations du conseil ;
- décisions prises par délégations du conseil municipal en application de 4e de l'article L2122-22 du

- CGCT ;
- arrêtés du maire.

Le conseil est appelé à approuver la signature d'un avenant à cette convention relatif à la télétransmission des documents budgétaires et marchés publics, désormais possible techniquement. Cet avenant, dont le modèle est joint en annexe, s'appliquerait à compter de la date de signature. Il concerne les documents suivants :

- budget primitif et budget supplémentaire ;
- décision(s) modificative(s) ;
- compte administratif.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

23 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE le modèle d'avenant à la convention avec la Préfecture de Lot-et-Garonne pour la dématérialisation des actes publics de la collectivité soumis au contrôle de légalité, avenant relatif à la télétransmission des documents budgétaires, tel que joint en annexe ;

AUTORISE monsieur le maire à signer la convention correspondante et tout document s'y rapportant.

AUTORISE monsieur le maire à désigner les personnes suivantes responsables de la télétransmission des documents budgétaires :

- Madame Sonia SAINT MARTIN, Secrétariat Général,
- Mademoiselle Nathalie SCHIRO, Finances comptabilité,
- Madame Annette GAY, Moyens Généraux

Publié le 21.02.12

Visa Préfecture le 28/02/12

Affaires de dernière minute

Motion contre la suppression du RASED à l'école élémentaire Marcel-Pagnol.

Monsieur le maire présente à l'Assemblée qui l'adopte, le projet de motion suivant, qui sera transmis à l'Inspection académique de Lot-et-Garonne :

« Le conseil municipal d'Aiguillon, réuni en séance ordinaire le vendredi 17 Février 2012, tient à rappeler son attachement à un enseignement élémentaire de qualité prenant en compte la disparité des élèves qui le fréquentent.

Alarmé par les projets de réduction des effectifs d'enseignants à la rentrée scolaire de septembre 2012, il tient à affirmer son opposition à toute suppression ou diminution des heures de Réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (Rased) à l'école élémentaire Marcel-Pagnol d'Aiguillon.

De même, le conseil municipal d'Aiguillon affirme son opposition à tout projet de suppression de poste d'enseignant à l'école élémentaire d'Aiguillon à la rentrée scolaire de Septembre 2012. »

Affaires diverses

Sont abordés les points suivants :

- M. Parailous : regrette de ne pas être davantage associé en tant que conseiller général aux démarches auprès de l'IA47 ; mauvaise gestion de l'épisode neigeux par la Communauté de communes ; faible réplique de l'Amicale des maires pour défendre la maire ayant gîflé un jeune.
- Un mot de prompt et complet rétablissement adressé à M. Pierre POLIVKA, maire honoraire,

- annonce de la Foire de printemps les 17 et 18 mars,
- annonce du festival de chansons « les jours de la lune » organisé les 4 et 5 août par l'AFA ,
- présentation de « Liaisons », nouveau bulletin municipal.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 21 heures 15.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean-Pierre LACROIX

Éliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI
(absente)

Hélène DE MUNCK
(absente)

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE

(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI
(absente)

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ
(absente)

Brigitte CAMILLERI
(absente)

Alain REGINATO